

Article 31 du Règlement

sition d'occuper cette place, au détriment d'un groupe d'élus qui est au moins aussi important. Vous donnez ainsi l'impression que c'est ce petit groupe d'individus qui représentent le Québec, alors que ceux-ci ont décidé, en cours de mandat, de changer de bannière, ce qui est d'ailleurs leur droit. Mais ce faisant, monsieur le Président, vous biaisez non seulement les perceptions, mais surtout la véritable représentativité de la Chambre.

Si vous me permettez d'insister, je vous demanderais de rétablir la deuxième question au gouvernement et, à travers elle, la justice sociale et la moralité publique.

* * *

[Traduction]

L'IMMIGRATION

Mme Dawn Black (New Westminster—Burnaby): Monsieur le Président, les domestiques venus de l'étranger éprouvent divers problèmes au Canada: beaucoup sont peu payés, surchargés de travail et souvent victimes de harcèlement sexuel. Ces travailleurs, des jeunes femmes dans la plupart des cas, arrivent au Canada pensant qu'une nouvelle vie commence. La façon dont ils sont traités ici est absolument honteuse.

On trouve un exemple frappant du traitement injuste qui leur est offert dans le cas de Juvy Badua. Dans sa demande d'entrée au Canada, M^{me} Badua a menti sur son âge. Elle a eu le tort de vouloir se vieillir. Elle n'aurait pas dû agir ainsi, et elle avoue son tort.

Quelle fut la réaction du gouvernement? Elle a reçu un avis d'expulsion bien qu'elle ait trouvé du travail au pays. Il en a été décidé ainsi bien que par le passé l'examen de cas de fausse représentation en ce qui a trait à l'âge et au statut civil n'avait donné lieu qu'à un ralentissement du processus et non à un ordre d'expulsion du pays.

Le gouvernement a sauvagement choisi d'appliquer le traitement le plus radical, dans ce cas.

Pourquoi Juvy Badua est-elle traitée si injustement? Pourquoi la conséquence de son geste est-elle si démesurée par rapport à sa gravité?

Je demande à la ministre de réexaminer le dossier de M^{me} Badua et de réviser ce traitement injuste. Permettez-lui de rester au Canada.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Ken Hughes (MacLeod): Monsieur le Président, les céréaliculteurs de la circonscription de Macleod m'ont exprimé leurs préoccupations et leur frustration devant les prix de cette année sur le marché mondial. Certaines régions relativement petites ont connu des sécheresses et des rendements très inférieurs à la normale pour la neuvième année consécutive. Rien n'est plus frustrant qu'un effondrement de sa situation financière personnelle lorsque les médias font état de production record dans les prairies. Rien ne peut démoraliser autant.

Mais même ceux qui ont récolté des montagnes de céréales ont aussi des problèmes financiers en raison de la mévente, de l'effondrement des prix et j'ajouterai à cela des emprunts contractés pour payer les intrants de production. Dans certains cas, la seule source de liquidités sont les avances versées pour les grains qui n'ont pas encore été livrés.

Je demande au ministre de l'Agriculture d'envisager la possibilité de suspendre les exigences concernant les intérêts sur au moins une partie des avances de fonds pour la compagnie de cette année.

* * *

LES DROITS DE LA PERSONNE

L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce): Monsieur le Président, en acceptant le Prix Nobel de la paix, le Dalaï Lama déclarait: «Que ce prix m'ait été accordé à moi, simple moine tibétain, permet à tout le peuple tibétain d'espérer. Cela signifie que même si nous n'avons pas attiré l'attention sur notre sort par la violence, nous n'avons pas été oubliés. Cela signifie aussi que les valeurs que nous chérissons, en particulier notre respect pour toute forme de vie et la croyance au pouvoir de la vérité, sont aujourd'hui reconnues et valorisées.»

• (1110)

Monsieur le Président, il est vraiment tragique que notre premier ministre ne reconnaisse pas le pouvoir de la vérité et de la paix. Pourquoi ne peut-il pas réserver à ce grand homme de paix l'accueil qu'il mérite lors de son passage au Canada, un pays qui tire fierté de défendre la paix et les droits de la personne? Le Canada ne peut pas